



**COLLOQUE INTERNATIONAL DE HAUT NIVEAU SUR LA LUTTE CONTRE LA
CORRUPTION DANS LA COMMANDE PUBLIQUE EN AFRIQUE FRANCOPHONE**

Date : 15 janvier 2026

**THEME : LA CORRUPTION DANS LA COMMANDE
PUBLIQUE EN AFRIQUE : NECESSITE D'UNE ACTION
COLLECTIVE**

Pays : VIRTUEL

NOTE CONCEPTUELLE

Novembre 2025

1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Chaque année, plusieurs personnes meurent ou subissent des préjudices graves en raison de la corruption dans les projets d'infrastructures. Des immeubles, des routes et des ponts construits en violation des réglementations en matière de l'art s'effondrent facilement lors des catastrophes anthropiques, géologiques ou climatiques, entraînant d'énormes dégâts économiques, environnementaux et sociaux. En effet, les fonds destinés aux infrastructures publiques font en particulier l'objet de détournement ou de surcoûts liés à la corruption, avec pour conséquences des infrastructures inadéquates et fragiles. Dans certains pays africains, des organisations et les individus éthiques perdent leur travail et sont victimes d'extorsion de la part d'organisations et d'individus corrompus suite aux dénonciations. Notons que les projets d'infrastructures sont plus facilement sujets à la grande corruption, provenant à la fois du secteur public et du secteur privé, en raison de leur taille financière colossale, de leur structure contractuelle particulière et de leur complexité d'exécution.

La corruption affecte près de 70 % des marchés publics en Afrique (**CEA, 2020**). Les coûts des surfacturations sont en moyenne de 84 milliards de dollars par an (**GFI, 2020**), représentant 18% du total des marchés (**UA & CEA, 2015**). Les pays africains perdent environ 148 milliards de dollars US annuellement par suite de la corruption (**OCDE & BAD, 2017**).

La Convention des Nations Unies contre la Corruption - CNUCC (article 9) et La Convention de l'Union Africaine sur la Prévention et la Lutte contre la Corruption - CUAPLC (article 5), exigent l'intégrité, l'équité, la transparence, la concurrence et la reddition des comptes dans les marchés publics.

Face à cette situation, il convient d'explorer de nouveaux outils innovants et recentrer les approches sur les bonnes pratiques internationales.

2. OBJECTIFS

2.1. Objectif général

Stimuler l'intérêt, l'action collective et les synergies autour des outils, des bonnes pratiques et des innovations en matière de lutte contre la corruption dans la commande publique en Afrique.

2.2. Objectifs spécifiques

- Informer les participants sur les typologies et outils de cartographie des risques de corruption dans les marchés publics d'infrastructures ;
- Partager les outils théoriques et les bonnes pratiques de prévention de la corruption dans les marchés publics d'infrastructures ;
- Echanger et partager les bonnes pratiques sur les transformations numériques de la commande publique ;
- Partager les outils innovants et bonnes pratiques d'intégrité et de transparence dans les marchés publics d'infrastructures.

3. RESULTATS ATTENDUS

- Les participants connaissent les typologies et outils de cartographie des risques de corruption dans les marchés publics d'infrastructures ;
- Les participants ont acquis des connaissances sur les outils théoriques et les bonnes pratiques de prévention de la corruption dans les marchés publics d'infrastructures ;

- Les participants ont acquis des connaissances sur les bonnes pratiques sur les transformations numériques de la commande publique ;
- Les participants connaissent les outils innovants et bonnes pratiques d'intégrité et de transparence dans les marchés publics d'infrastructures

4. METHODOLOGIE

L'atelier d'un jour se déroulera en mode virtuel de **15 janvier 2026 de 14H00 à 17H15 GMT**.

Le colloque sera modéré par un expert international spécialisé dans la promotion de la bonne gouvernance et la lutte contre la corruption.

Les intervenants sur chacune des thématiques sont également des experts internationaux maîtrisant à la fois la théorie et la pratique et ayant des expériences cumulées de plusieurs pays afin de mieux enrichir les communications. Des questions-réponses, débats et contributions feront de cet atelier un haut cadre de donner et du recevoir.

5. PROFILS DES PARTICIPANTS

Sont attendus à ce colloque :

- des universitaires de différentes disciplines (juristes, politistes, sociologues, économistes, financiers et techniciens de divers domaines) ;
- des cadres nationaux d'agences anti-corruption
- des cadres nationaux des directions et autorités de régulation des marchés publics ;
- des élus locaux et fonctionnaires territoriaux ;
- des experts et consultants en commande publique ;
- des experts et consultants anti-corruption ;
- des personnalités politiques (parlementaires, responsables de formations politiques, etc.) ;
- des juges financiers ;
- des OSC intervenant dans le domaine de la commande publique et/ou lutte anti-corruption.

6. LIEU

Le colloque international aura lieu virtuellement le **15 janvier 2026 de 14H00 à 17H15 GMT**.

7. ORGANISATION

Le colloque est co-organisé par les membres affiliés d'Afrique et le Bureau International du Centre International de Lutte Contre la Corruption dans les Infrastructures (GIACC) au Royaume Uni.

8. ACTES DE LA CONFERENCE

Les résumés des actes et recommandations du colloque seront mis à la disposition des organes et acteurs impliqués dans la gestion de la commande publique et publiés sur le site internet du GIACC <https://giacccentre.org/events/>

9. COMITE SCIENTIFIQUE

Neill Stansbury, Expert international anti-corruption dans les infrastructures, Co-Fondateur et Directeur, GIACC International, ancien président du comité de projets ISO 37001 et BS 10500

Pr Brice Arsène Mankou, Professeur Titulaire 'au Centre de Valorisation Professionnelle de Tunis (VPT) et Directeur Scientifique de l' Institut Africain de Recherche Pluridisciplinaire Appliquée (IARPA)

Kamel Ayadi, Ancien Ministre de la Gouvernance et de la Lutte Contre la Corruption de la Tunisie, Président de GIACC-Tunisie, Consul régional (MENA) de Globethics, Past Président de la WFEO (Fédération Mondiale des Organisations d'Ingénieurs), Directeur du WJP (World Justice Project)

Vanessa Hans, Directrice du Département du Secteur Privé, Institut de Basel sur la Gouvernance (Basel, Suisse)

Dr Fabrice Kodjo Ebeh, PhD, Expert International Anti-Corruption, Membre du Conseil International, GIACC, Président de GIACC-Togo, CEO de Global Governance Consulting (GGC)

Dieudonné Houinsou, Expert international gouvernance & transparence, Président de GIACC-Benin, ancien secrétaire exécutif de Social Watch Bénin

Pat Poitevin, Expert international anti-corruption, Co-Fondateur & Directeur Exécutif, Centre d'Excellence Canadien de Lutte Anti-Corruption (CCEAC) et Président & CEO, Active Compliance and Ethics Group Inc. (ACEG), Canada

Alex Katon, Expert international en infrastructures, Cofondateur et Président de GIACC-UK, Fondateur et PDG de Arc Energy Consulting, Membre de l'Institut des Experts-Comptables d'Angleterre et du Pays de Galles.

Hamish Goldie-Scot, Expert international en infrastructures, Directeur de GIACC-UK, Directeur Engineering Outcomes, Conseiller Technique de CoST (Initiative pour la transparence des infrastructures) et membre fondateur du Forum Royaume-Uni Contre la Corruption.

Samuel Kaninda, Expert international anti-corruption, Conseiller Régional de Transparency International, Berlin, Allemagne

Nicholas Poirier, Expert international en standardisation de la gouvernance, et président du groupe de travail du Organisation Internationale de Normalisation ISO TC309, Canada.

Dr (HC) Kpadonou Armand Aidjo, juriste, entrepreneur académique, Fondateur d'AKA-eLibrary, Président du Comité d'Organisation du Sommet International pour la Recherche Scientifique en Afrique (SIRSA).

Dr (HC) Roger Lokpatchu Bahemuka, Expert en commande publique numérique, fondateur et directeur général de l'ONG Association locale pour le développement intégral (ALDI)).

10. COMITE D'ORGANISATION

Dr Fabrice Kodjo Ebeh, PhD, Président du Comité.

Kamel Ayadi

Fêmi Dieudonné Housinou

PROGRAMME PROVISOIRE

Allocutions d'ouverture

- Allocution de **Neill Stansbury**
- Allocution d'ouverture du Président du Réseau africain de la Commande publique (RACOP),

Déroulement de la conférence

- **Modérateur : Samuel Kaninda**
- **Intervenant 1:** Cartographie des risques de corruption dans les marchés publics, **Fabrice Kodjo Ebeh, PhD,**
- **Intervenant 2** Action Collective dans la lutte contre la corruption dans la commande publique, **Vanessa Hans**
- **Intervenant 3 :** Prévention des conflits d'intérêt dans la commande publique, **Kamel Ayadi**
- **Intervenant 4 :** Mécanismes pratiques de réussite de lutte contre la corruption dans les pays Nordiques, **Pr Brice Arsène Mankou**
- **Intervenant 5 :** Expérience canadienne de lutte contre la corruption dans la commande publique, **Pat Poitevin**
- **Intervenant 6 :** Rôle de la norme ISO 37001 dans la lutte contre la corruption dans les infrastructures, **Nicholas Poirier**
- **Intervenant 7 :** Expériences du Royaume Uni dans la lutte contre la corruption dans les infrastructures, **Alex Katon & Hamish Goldie-Scot**
- **Intervenant 8 :** Urgence de l'implication de l'IA dans la lutte contre la corruption dans la commande publique en Afrique : Opportunité ou illusion périlleuse, **Dr (HC) Kpadonou Armand Aidjo,** et **Dr (HC) Roger Lokpatchu Bahemuka**